

MONDIALISATION ET MICRONATIONALISMES: ISRAËL - PALESTINE...

Il y a cinquante ans s'est constitué, sous les yeux du monde, un État, l'État d'Israël. La chose peut sembler banale, mais elle ne l'est pas. L'observation de ce phénomène aurait dû intéresser les anarchistes; pourtant, peu nombreux sont ceux qui ont compris que quelque chose d'important se passait, c'est-à-dire la possibilité de confronter la validité de leurs théories avec la réalité (*les libertaires britanniques, pour des raisons évidentes, puisque la Grande-Bretagne était la puissance mandataire de la Palestine, se sont intéressés de près à la question: cf. British Imperialism & The Palestine Crisis, selections from the Anarchist Journal Freedom, 1938-1948, Freedom Press, 1989, 84b Whitechapel High Street, London E1 7QX*). Bien sûr, ce n'était pas la seule raison de s'intéresser au phénomène, mais ç'en était une parmi d'autres.

On pourra objecter que bien des États se sont constitués pendant la période de la décolonisation, mais il s'agit là d'un problème différent. Les États issus de la décolonisation se sont constitués sur la base de structures mises en place par et pour l'ancien colonisateur, qui s'est retiré, ou à l'imitation des structures étatiques du colonisateur. À bien des égards, l'embryon d'État palestinien en constitution relève de ce type d'État-là.

L'État d'Israël au contraire correspond à peu près au modèle d'État constitué progressivement en Occident. C'était l'intention de ses promoteurs. Il constitue de ce fait un exemple pertinent à partir duquel on peut analyser le processus de fondation d'un État. La militante anarchiste Emma Goldman définissait le sionisme comme «*le rêve des capitalistes juifs du monde entier pour un État juif avec tous ses attributs, tels que le gouvernement, les lois, la police le militarisme et le reste. En d'autres mots, une machine d'État juive pour protéger les privilèges de quelques-uns contre le plus grand nombre*» (*British Imperialism & The Palestine Crisis, selections from the Anarchist Journal Freedom, 1938-1948, op. cit., p. 25.*). Emma Goldman prend soin de préciser que les sionistes ne furent pas les seuls soutiens de l'émigration juive en Palestine, et que les masses juives de tous les pays, et en particulier des États-Unis d'Amérique ont donné de grandes quantités d'argent pour soutenir cette cause, motivés par «*l'espoir que la Palestine pourrait être un asile pour leurs frères cruellement persécutés dans presque tous les pays européens*».

La formation d'un État

Pour Bakounine, l'acte originel de formation de tout État est la violence, la rapine et l'assujettissement forcé des populations. Les premiers États historiques ont été constitués par la conquête de populations agricoles par des populations nomades: «*Les conquérants ont été de tout temps les fondateurs des États, et aussi les fondateurs des Églises*» (*Œuvres, Champ libre, tome II, p. 83*). L'État est «*l'organisation juridique temporelle de tous les faits et de tous les rapports sociaux qui découlent naturellement de ce fait primitif et inique, les conquêtes*» qui ont toujours «*pour but principal l'exploitation organisée du travail collectif des masses asservies au profit des minorités conquérantes*» (idem). La violence est donc l'acte constitutif de la domination de classe, l'exploitation son mobile. «*L'État, complètement dans sa genèse, essentiellement et presque complètement pendant les premières étapes de son existence, est une institution sociale imposée par un groupe victorieux d'hommes sur un groupe vaincu, avec pour seul objectif d'assurer la domination du groupe victorieux sur les vaincus et de se garantir contre la révolte de l'intérieur et les attaques de l'extérieur. Téléologiquement, cette domination n'avait pas d'autre objet que l'exploitation économique des vaincus par les vainqueurs*». Cette citation n'est pas de Bakounine mais de Franz Oppenheimer, un sociologue allemand (1864-1943). (F. Oppenheimer, *The State* (1914), Black Rose Books, Montréal, réédité en 1975). Si chez Marx on arrive à l'État par l'apparition des classes sociales et par le développement de leur antagonisme, pour Bakounine les classes ne peuvent se constituer à l'origine autrement que par un acte de violence ou de conquête qui coïncide avec la formation de l'État. Bakounine suggère que l'État est le résultat de l'appropriation du pouvoir par un groupe déjà constitué et organisé. C'est que le pouvoir est la condition de l'existence d'une société d'exploitation: «*les classes ne sont possibles que dans l'État*» (*Œuvres,*

Champ libre, tome II, p. 146). *«Ainsi se forment les classes étatiques dont l'État sort tout fait»* (Bakounine, *La science et la question vitale de la révolution*, Œuvres, tome VI, p. 274. Cf. également Machiavel: *«Il est vrai qu'il n'y a jamais eu, chez aucun peuple, de législateur extraordinaire qui n'ait recouru à Dieu, car autrement ses lois n'auraient pas été acceptées»* (Discours sur Tite-Live, I, p.11). Les dirigeants du mouvement sioniste s'inscrivent assez bien dans cette perspective.

La puissance de l'État et des classes dirigeantes n'est pas fondée sur un droit supérieur, mais sur une *«force organisée»* incontestablement plus puissante, sur *«l'organisation mécanique, bureaucratique, militaire et policière»*. Cette *«organisation mécanique»* ne peut suffire à elle seule, elle a besoin de se parer d'une légitimité. Un groupe dominant ne peut maintenir sa domination qu'en étant persuadé de son droit. La force seule ne suffit pas pour pérenniser l'État, il lui faut une sanction morale, juridique et religieuse. Cette sanction n'est pas seulement destinée aux populations dominées, elle est destinée également à légitimer à ses propres yeux le droit du groupe dominant. *«Une religion ou une autre expliquera ensuite, c'est-à-dire diviniser, l'acte de violence et de cette manière posera le fondement du droit dit étatique»* (idem). Si, dans le cas d'Israël, la religion sert de légitimation préalable à la fondation de l'État, on constate l'étroite interdépendance, constamment soulignée par Bakounine, du fait religieux et du fait étatique.

Prise de conscience des dominés

Le troisième volet de la théorie bakouninienne est particulièrement intéressant, c'est celui qui décrit le processus de dissolution du pouvoir. Les *«classes étatiques»*, tout d'abord se consolident, et avec le temps *«la majeure partie de ces exploiters, soit par la naissance, soit par la situation dont ils ont hérité dans la société, commenceront à croire sérieusement au droit historique et au droit de naissance»*. Cette tendance se modifie progressivement sous l'effet de plusieurs facteurs. Dans les premiers temps de la vie d'une classe dominante, l'égoïsme de classe est caché par *«l'héroïsme de ceux qui se sacrifient non pour le bien du peuple, mais au profit et pour la gloire de la classe qui, à leurs yeux constitue tout le peuple»*. Mais cette période laisse la place à des temps de plaisirs, de jouissance, de lâcheté: *«Peu à peu, l'énergie de classe tombe en décrépitude et dégénère en débauche et en impuissance»*. À ce stade apparaît une minorité d'hommes moins corrompus, des hommes actifs, intelligents et généreux, qui *«font passer la vérité avant leurs propres intérêts et qui songent aux droits du peuple réduits à néant par les privilèges de classe»*.

Il y a un phénomène de bascule entre l'effondrement progressif du sentiment de légitimité de la classe dominante et l'ascension du sentiment du droit de la classe dominée. Dans sa lente prise de conscience de son droit, le peuple s'appuie sur deux *«livres de chevet»*: sa condition matérielle, l'expérience de l'oppression, et *«la tradition, vivante, orale, transmise de génération en génération et devenant chaque fois plus complète, plus sensée et plus vaste»*. Lorsque le peuple prend conscience de son oppression et parvient à formuler les causes de ses maux, les représentations qu'il a transmises fournissent la source de son droit, dont l'agent d'exécution est la *«force organisée»*, car *«faute d'organisation, la force spontanée n'est pas une force réelle»* (Œuvres, Champ libre, tome VI, p.285).

Violence contre le peuple palestinien

Il est difficile de nier que la création de l'État d'Israël se soit faite par la violence. Il est d'ailleurs intéressant de constater à quel point l'analyse bakouninienne est pertinente en ce qui concerne la *«sanction morale»*. L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens de leur terre aurait été impossible sans un solide appareil idéologique justificatif, qui a permis pendant longtemps de faire croire que cette violence n'avait jamais eu lieu, qui a permis également de nier l'existence même d'un peuple palestinien.

L'argument du droit historique évoqué par Bakounine est particulièrement important dans la genèse de l'État israélien. On peut constater également l'évolution entre la période héroïque et ascendante qui laisse ensuite la place à une période où les énergies tombent et sombrent dans la *«décrépitude»*: le mouvement des kibboutzim est particulièrement révélateur à cet égard: constitué par des pionniers pétris d'idéal communautaire et égalitaire - ce qui a grandement séduit nombre de libertaires - il a sombré dans l'individualisme, la spéculation financière et immobilière.

Conforme également à l'analyse bakouninienne est le phénomène de chute - chute toute relative, il est vrai, qui est encore loin d'être un *«effondrement»* - du sentiment du droit, et l'apparition de la conscience du droit de l'autre. La société israélienne a produit de nombreux hommes et femmes capables de faire *«passer la vérité avant leurs propres intérêts»* et qui, rejetant le repli identitaire, se réclament de ce que Bakounine appelait la *«substance commune de l'humanité tout entière»*.

L'Holocauste ne légitime pas tout !

Aujourd'hui, la tendance dominante est de considérer que l'État d'Israël est un cas à part, différent des autres, que les critères d'analyse qui s'appliquent à lui sont différents des critères qui s'appliquent aux autres États. Cette attitude est contestée en Israël même par des intellectuels tels Baruch Kimmerling et Gerchom Sapir.

Refuser à Israël toute référence à des critères d'analyse habituels permet de situer le problème non plus sur un plan critique, politique, économique, sociologique, etc..., mais essentiellement moral. Le soutien que l'ensemble des États occidentaux a longtemps apporté à la politique de l'État d'Israël, et celui que les États-Unis continuent de lui apporter inconditionnellement, seraient en quelque sorte l'expiation - sur le dos des Palestiniens, qui ne sont responsables en rien de l'Holocauste - de nos fautes collectives. Selon cette thèse, l'Holocauste légitime l'État israélien. Or, là encore, c'est d'Israël même que vient la contestation de cette attitude, avec notamment les travaux de Tom Segev, qui montrent que les survivants de l'Holocauste ont tout d'abord été très mal reçus en Israël: ce n'est que plus tard que cette épouvantable tragédie a été instrumentalisée pour les besoins de la raison d'État.

L'une des références légitimantes de l'État d'Israël est l'argument du droit historique. Un peuple peut-il légitimement se réclamer d'un droit vieux de 2000 ans pour s'approprier une terre qu'il n'occupait plus depuis tout ce temps, et sur laquelle vivait une population autochtone? Au bout de 2000 ans, n'y a-t-il pas *«prescription?»*. Car les *«Arabes»* qui occupaient ce qui est devenu l'État d'Israël constituaient une population qui n'est en rien différente de celle qui occupait la Palestine avant l'Exode. Ce sont les mêmes populations, restées sur place, et qui ont été, au gré de l'histoire, successivement christianisées puis islamisées.

La logique du *«droit historique»* est une logique absurde, à laquelle les anarchistes ne sauraient en aucun cas adhérer.

La nationalité: un concept dangereux

Ce que Bakounine disait du principe de nationalité pourrait parfaitement s'appliquer au sionisme dans la forme qu'il a prise aujourd'hui: rien n'est plus néfaste, disait Bakounine, que de faire du *«pseudo-principe de la nationalité l'idéal de toutes les aspirations populaires»*. La nationalité est un fait historique, limité à une contrée, qui certes a un droit indubitable d'exister, *«comme tout ce qui est réel et sans danger»*. L'essence de la nationalité est le produit d'une époque historique et de conditions d'existence; elle est formée par le caractère de chaque nation, sa manière de vivre, de penser, de sentir. Chaque peuple, comme chaque individu, a le droit d'être lui-même: *«En cela réside tout le droit dit national»*. Mais il ne s'ensuit pas qu'un peuple, un individu, ait le droit ou l'intérêt de faire de sa nationalité, de son individualité, une question de principe et qu'ils doivent *«traîner ce boulet toute leur vie»*. Les réflexions de Bakounine anticipent sur bien des points celles des marxistes autrichiens confrontés trente ans plus tard au problème des nationalités. Otto Bauer écrira ainsi dans une lettre à Pannekoek: *«L'ennemi qui doit être combattu à l'heure actuelle, ce n'est pas la négation abusive mais l'affirmation abusive du fait national...»* (Bauer, lettre du 26 avril 1912, archives Pannekoek, map 5/14, am. IIHS). *«Au contraire, moins ils pensent à eux, plus ils s'imprègnent de la substance commune à l'humanité tout entière, plus la nationalité de l'un et l'individualité de l'autre prennent de relief et de sens»* (Bakounine, *Étatisme et anarchie*, éditions Champ libre, T IV, p. 238).

René BERTHIER.
